

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Réforme bancaire, BPI, réorientation de l'épargne

Des choix à faire au service de l'économie et de l'emploi

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 13 février 2013

Description :

La réforme bancaire est en débat à l'Assemblée, elle viendra au Sénat sans doute en mars. Ce débat intervient alors que la BPI peine à se mettre en place et sans éclairage réel sur la réforme de l'épargne. Pourtant les 3 sujets sont liés si l'on veut réorienter la finance vers le financement de l'économie.

Démocratie & Socialisme

La réforme bancaire est en débat à l'Assemblée, elle viendra au Sénat sans doute en mars. Ce débat intervient alors que la BPI peine à se mettre en place et sans éclairage réel sur la réforme de l'épargne. Pourtant les 3 sujets sont liés si l'on veut réorienter la finance vers le financement de l'économie.

Pour rappel, le secteur bancaire et financier a été profondément modifié à compter du début des années 90 sous le coup de décisions politiques avec l'acte unique européen, les privatisations, la libéralisation des marchés de capitaux...

Les grandes entreprises ont pu accéder aux marchés de capitaux pour se financer. L'activité des bourses a explosé et nourrit des bulles financières et l'épargne a été orientée dans ce sens avec l'assurance-vie. La bataille pour que des fonds de pensions, l'épargne-retraite, etc, prennent la place de notre système de protection sociale solidaire n'a pas cessé depuis.

Revenir sur 25 ans de libéralisation

Les grands groupes bancaires ont créé des directions de marché essayant de gagner des revenus financiers en lieu et place de leurs résultats liés aux marges entre intérêts versés sur les dépôts et perçus sur les crédits. Ils sont peu à peu passés d'un modèle basé sur les besoins des clients et le financement de l'économie à un modèle dépendant pour partie des opérations de marché, des commissions et frais bancaires.

Les banques mutualistes et coopératives n'ont pas échappé à ces évolutions, bien que la pression des actionnaires ne s'y exerce pas aussi rapidement. La banalisation des réseaux bancaires et des produits, la course à la taille et aux champions européens se sont engagées, poussant à des regroupements et des concentrations dans tout le secteur.

C'est ce mouvement, initié par des choix politiques, qui a conduit à la « financiarisation » des économies des pays développés puis à la crise de 2007 dont nous ne sommes pas sortis. Ce que des choix politiques ont fait, des choix politiques peuvent le défaire.

Notre ennemi c'est la finance

La déclaration de François Hollande au Bourget il y a un an a eu une formidable résonance parce que le retour de la puissance publique était attendu. Mais, si l'ennemi c'est la finance, il faut la mettre au pas en traitant tout les volets du sujet.

Dans le projet socialiste construit pas à pas depuis le début de la crise, banque publique, épargne réglementée et réforme bancaire sont indissociables.

Le débat à l'Assemblée aborde ces 3 volets mais de manière séparée ce qui ne permet pas d'afficher la cohérence qui les lie, et les lobbys, notamment financiers, s'en donnent à coeur joie pour torpiller toute modification de la situation.

Et la voix de ces lobbys semble très entendue par les rédacteurs des projets de lois que ce soit sur la BPI ou la réforme bancaire. On peut craindre donc qu'il en aille de même sur la réforme de l'épargne.

Dans la Vème République le poids de l'exécutif pèse sur le législateur...

Pour autant, des amendements ont amélioré la loi sur la BPI et peuvent encore améliorer la loi sur la réforme bancaire. C'est la raison pour laquelle Maintenant La Gauche a introduit ces deux questions dans son débat et sa déclaration du 9 février.

Tant que tous les débats n'auront pas été menés la messe ne sera pas dite.

Ainsi faut-il pousser à une séparation plus nette entre, d'une part, les activités de dépôt, de crédit, de financement de l'économie et, d'autre part, les activités spéculatives sur les marchés financiers mais aussi de matières premières énergétiques ou agricoles.

Réformer l'épargne au service de l'emploi

Avec la réforme de l'épargne qui suivra, il est possible de revenir sur les moyens de la BPI en réformant l'assurance-vie et en fléchant une partie des capitaux issus de celle-ci vers le financement de l'économie. Cette bataille est devant nous.

Dix pour cent des capitaux de l'assurance-vie pourraient ainsi représenter 130 milliards mis à disposition pour distribuer, via la BPI, du crédit bancaire aux PME. C'est une réforme essentielle à mener qui permettra de se donner les moyens de gouverner pour l'emploi, d'engager la transition écologique, de financer des nationalisations partielles ou réquisitions d'entreprises abandonnées par des fonds financiers spéculatifs.

Des moyens et des outils au service de l'économie et de l'emploi, ça vaut le coup de s'y attaquer tout de suite.